

SERVICE :
SERVICE
TRANQUILLITÉ
PUBLIQUE ET
REGLEMENTATION

ARRÊTÉ :
DPR-2025-1243

OBJET :
Réglementation en
matière de circulation
et de stationnement -
occupation du
domaine public -
camion, broyeur -
travaux de
débroussaillage
et de taille d'arbre -
boulevard
Charles de Gaulle -
du 10 au 14
novembre 2025

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2212-2
relatif aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction
interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie,
«signalisation temporaire»,

Vu la demande du 05 novembre 2025 de l'entreprise ID VERDE, sise 2 rue
Henri Farman – 44360 VIGNEUX-DE-BRETAGNE,

Considérant que l'entreprise ID VERDE (mandatée par la Direction de la
nature, des paysages et de l'espace public), souhaite occuper le domaine
public avec un camion et un broyeur, dans le cadre de travaux de
débroussaillage et de taille d'arbre sur le boulevard Charles de Gaulle à Saint-
Herblain, du 10 au 14 novembre 2025,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières
durant cette opération,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Du lundi 10 au vendredi 14 novembre 2025, de 08h00 à
18h00, l'entreprise ID VERDE (mandatée par la DNPE), est autorisée
à occuper le domaine public avec un camion et un broyeur, dans le cadre de
travaux de débroussaillage et de taille d'arbre sur le boulevard Charles de
Gaulle à Saint-Herblain.

ARTICLE 2 : Les mesures et conditions générales suivantes seront
appliquées sur la voie précitée dans les deux sens de circulation :

- **neutralisation d'une partie de la chaussée et des aires de trottoir
sur boulevard Charles de Gaulle (portion entre le Boulevard
François Mitterrand et la rue du Rocher), nécessaires à
l'intervention ;**
- **stationnement AUTORISÉ** pour le camion et le broyeur ;
- mise en place d'une signalisation incitant les piétons à emprunter un
cheminement sécurisé ;
- en aucun cas le cheminement des piétons et la circulation automobile
ne devront être interrompus ;
- vitesse limitée à 30 km/h.

Ce stationnement ne devra pas porter atteinte à la visibilité des usagers.

ARTICLE 3 : La circulation des riverains, des piétons et l'accès aux propriétés
riveraines ainsi que le passage des véhicules de secours, des transports en
commun et de ceux assurant la collecte des déchets, seront maintenus en
permanence.

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise ID VERDE. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992 et le présent arrêté devra être affiché sur le site 48 heures avant les travaux.

ARTICLE 5 : L'arrêt ou le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, sur les emplacements désignés, est considéré gênant, et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 § II 10° du Code de la Route.

ARTICLE 6 : Toute dégradation et/ou salissure constatée sur le domaine public et imputable à l'intervention sera systématiquement suivie d'une réparation à la charge financière du demandeur.

ARTICLE 7 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et la présente autorisation sera suspendue.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la Ville.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale et Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 10 NOVEMBRE 2025

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à
la prévention des risques,

Jocelyn GENDEK

**Reçu à la préfecture de Nantes le 10
novembre 2025**

Publié le 10 novembre 2025